II

L'Assemblée Nationale.

La réunion d'hommes que les électeurs envoyèrent, en février 1871, à Bordeaux, pour y conclure la paix ou pour redonner une forme, une étiquette au gouvernement — ils ne s'accordèrent pas sur ce point — fut une réunion étrange et néfaste, mais non banale.

Je viens de dire que les électeurs ne s'entendirent pas sur le mandat dont ils allaient charger leurs représentants. Il serait plus juste de déclarer qu'ils ne furent pas suffisamment instruits des devoirs qui leur incombaient, qu'ils ne furent pas fixés sur le rôle qu'on leur demandait de dicter à leurs mandataires.

En effet, en 1871, dans la hâte de satisfaire le peuple qui réclamait la paix, impérieusement, le fragile pouvoir qui avait mission, alors, de diriger les affaires publiques, n'avait su qu'ordonner aux préfets d'avoir à faire procéder à l'élection d'une Assemblée et avait omis d'expliquer, à ces fonctionnaires, de quelle nature politique devait être cette Assemblée.

Or, il arriva que les préfets firent distribuer des cartes d'élection, ayant en vedette, ces mots, indifféremment : « Elections à l'Assemblée Nationale » ou « Elections à l'Assemblée Constituante. »

Une confusion résulta, dans l'esprit des citoyens, de cette manière incohérente de procéder et, tandis que certains départements votèrent pour une Assemblée dont la mission devait être simplement de débattre et de conclure la paix, après quoi, sa dissolution s'imposait, d'autres contrées — le Nord de la France tout entier par exemple — votèrent pour une Assemblée Constituante, c'est-à-dire, pour une Chambre ayant mandat de rétablir un gouvernement régulier portant une étiquette déterminée — Monarchie ou République. — Nul ne songeait plus, en ce temps, à l'Empire, et les citoyens étaient partagés en deux camps bien distincts que les campagnes désignaient par ces deux qualificatifs : les

rouges et les blancs — les républicains et les royalistes.

Cette confusion qui, dès la première heure, troubla la religion du peuple, eut ses conséquences, plus tard, dans l'Assemblée même. C'est de cette confusion que naquirent les hésitations, les faiblesses, les rivalités qui divisèrent les députés élus en 1871, « dans un jour de malheur, » selon une parole fameuse, et qui les firent impuissants toujours, qui les transformèrent aux regards du peuple, en hommes détestables et nuisibles.

L'Assemblée Nationale de 1871, fut une assemblée étrange.

Composée d'une énorme majorité monarchiste, d'une fraction relativement insignifiante du parti républicain, de trois ou quatre infortunés impérialistes, elle n'eut, en aucun temps de son existence, dans une malignité inexplicable du sort, de réelle orientation politique.

La majorité se trouvait coupée en deux fragments, à peu près égaux, qui ne s'entendaient ni sur le roi à ramener en France, ni sur le principe même d'une restauration dynastique et bourbonienne, et des haines germaient entre ces deux fragments, presque aussi ardentes que les haines qui les réunissaient contre les républicains.

Ces derniers profitaient de ces dissentiments et, marquant les coups qu'échangeaient leurs adversaires, attendaient patiemment l'heure d'un triomphe facile à prévoir.

L'Assemblée Nationale fut une assemblée néfaste.

Ainsi que je l'ai dit précédemment, les hommes de la majorité royaliste n'avaient souci que des intérêts qui les rattachaient à la forme politique de leur choix et, s'égarant en des discussions stériles ou violentes, agitant sans cesse devant le pays la loque de leur drapeau, la menace d'une réaction vengeresse, semaient l'effroi, le découragement, parmi les masses qui ne comprenaient pas le pourquoi de tant d'inquiétudes, de tant de retards apportés à la réorganisation matérielle et morale du pays.

En dépit de ses défauts, du vice originel qui la marqua à sa naissance, l'Assemblée Nationale de 1871 ne fut point, cependant, une réunion représentative banale.

Les hommes qui la composèrent, par un heureux concours de circonstances indépendantes de la volonté des électeurs, indépendantes aussi de la raison des chefs de partis qui, alors, se marchandaient la France, furent, pour la plupart, des personnalités remarquables, et l'on peut regretter sincèrement que leurs efforts, que leur compétence administrative et politique, que leur autorité morale même, soient demeurés aussi infructueux, aient été annihilés par le peu de cohésion qui les caractérisait, par l'aveuglement de leurs opinions, par la folie de leurs espérances.

Rarement, si l'on consulte l'Histoire, le parti royaliste se trouva représenté avec autant d'éclat, de prestige même, dans une assemblée, que dans celle de 1871, et il faudrait remonter à l'époque révolutionnaire, pour trouver des législateurs aussi brillants, aussi savants, dans le parti républicain, que ceux que les événements avaient groupés après la chute du pouvoir impérial, après la conclusion de la paix.

A ce point de vue qui est peut-être celui d'un dilettante, mais qui ne saurait échapper à l'attention des hommes de gouvernement, l'Assemblée de 1871 fut une assemblée non exempte de beauté, et dont le relief ressort pleinement vigoureux, si on la compare aux « parlottes » insignifiantes qui lui ont succédé, à Versailles d'abord, au Palais-Bourbon ensuite, et qui sont les produits atrophiés d'un parlementarisme vicié et odieux.

Malgré leur égoïsme, malgré leur haine des libertés nationales, malgré leur dédain de toute pensée généreuse et humanitaire, les hommes de droite de

l'Assemblée de 1871, avaient des qualités, avaient une attitude qui leur valaient l'attention du peuple. Dans leur foi monarchique intransigeante et farouche, ils apparaissaient avec quelque grandeur et, comme il en était parmi eux qui se trouvaient être des orateurs de large envergure, ils s'imposaient aux réflexions, aux méditations de la foule.

On riait ou l'on s'indignait devant leurs appels à un passé vieillot et contraire à toutes les aspirations modernes; ils provoquaient la raillerie ou les invectives, lorsqu'ils se dressaient à la tribune et lorsqu'ils faisaient entendre des discours enflammés et comme prophétiques, des supplications ou des malédictions, mais on ne pouvait se défendre, en les observant, en les écoutant, d'un sentiment de satisfaction, qui était comme l'hommage que des spectateurs rendent à des artistes, dans l'interprétation de leurs rôles.

Les hommes du parti républicain n'étaient pas moins remarquables, alors, que leurs adversaires. Leur tâche était difficile, ayant à lutter contre l'écrasante obstruction d'une majorité hostile, mais ils la remplissaient dignement, superbement, avec des envolées de talent et d'audace qui faisaient, des délibérations de l'Assemblée, à Versailles, comme autant de spectacles à sensation auxquels, non seulement

les classes instruites de la société s'intéressaient, mais pour lesquelles le peuple se passionnait.

En vérité, il faut le dire, le combat que soutinrent, en ce temps, les hommes du parti républicain contre les hommes du parti monarchique, et plus tard contre les fidèles du parti impérialiste rendus à la vie publique, par suite de circonstances imprévues et fatales, fut un magnifique combat.

Traqués, honnis par les royalistes, ils firent tête à la tourmente qui menaçait de les emporter, de les disperser, ils s'unirent résolument contre les forces qui les accablaient, ils résistèrent à toutes les persécutions, ils relevèrent toutes les injures et, finalement, dans le désarroi, dans l'anxiété, dans l'hésitation que leur attitude jeta chez leurs ennemis, ils assurèrent leur victoire.

M. Thiers qui ne voulait, qui n'aimait qu'un pouvoir — le sien — et qui redoutait tout autant l'avènement de la Monarchie que l'établissement définitif et sincère de la République, M. Thiers, en entretenant habilement les divisions qui agitaient les royalistes et qui stérilisaient leurs intrigues, en créant, parmi eux, aussi, de faux espoirs, en semant des rivalités chez les républicains, contribua, dans une large mesure, à retarder le triomphe de ces derniers. Un homme, dans la puissance de sa

parole comme dans la puissance de sa pensée — Gambetta — se dressait devant lui ainsi qu'un péril politique. Dans l'effroi de cet homme, il caressa les modérés du parti libéral, les détourna de la route que suivait le tribun, leur communiqua les craintes qu'il éprouvait devant les enthousiasmes, devant les applaudissements qui accueillaient ses déclarations éloquentes, et tenta de l'amoindrir en restreignant l'influence de son action.

Les libéraux d'alors se laissèrent séduire par les jongleries de M. Thiers ; au lieu de porter résolument Gambetta en avant, ils se joignirent à ceux qui le haïssaient, dans l'hypocrite satisfaction de leurs intérêts ou dans une conviction sincère, et ils se firent ainsi les complices des hommes qui bataillaient contre la République et qui entravaient son avenir.

Gambetta déplorait l'injustice qui le frappait, la répugnance que lui témoignait M. Thiers et dont les conséquences étaient plus préjudiciables au pays qu'à lui-même.

Lorsque sa personnalité s'imposa, indiscutée — mais jalousée — à la France, il eût pu se venger cruellement des mécomptes que le malin vieillard lui avait fait subir. Il ne songea qu'à être généreux et ne se rappela la haine de M. Thiers que pour le faire acclamer par le Parlement, dans une séance

mémorable, alors que redevenu simple député, l'ancien Président gémissait sur l'ingratitude et sur le dédain de ceux qu'il avait gouvernés.

Le groupement, le rapprochement de tant de personnalités diverses, formaient, dans leur ensemble, la manifestation vitale et intellectuelle d'une force nationale qu'il serait maladroit de nier et qui, s'affirmant au lendemain des pires désastres, des plus absolues souffrances, jeta dans le monde comme le frisson d'un rêve, comme l'émoi d'un soudain et superbe renouveau.

Si l'Assemblée Nationale de 1871 ne sut point donner à la France la quiétude que l'on espérait d'elle, il ne faut point trop la condamner, la juger sévèrement, et il est mieux de lui tenir compte des heures difficiles qui furent les siennes.

Née d'une crise, en effet, cette Assemblée devait toujours être sous l'influence de cette crise, devait toujours éprouver l'ébranlement que les événements avaient imprimé au pays tout entier.

Durant le cours de son existence, elle ne put jamais trouver une base solide pour ses travaux et elle s'en alla, d'intrigues en intrigues, de colères en colères, de mensonges en mensonges, vers la fin pitoyable qui en délivra le peuple.

Dès sa réunion, à Bordeaux, harcelée par les revendications et par les provocations du général Garibaldi que des électeurs, peu au courant des lois françaises, avaient élu député, taquinée par les spirituelles boutades de M. Henri Rochefort, elle avait perdu le calme exigé par la solennité des circonstances, elle avait senti sa faiblesse, elle avait cherché, anxieusement, l'homme qui la protégerait contre les attaques d'adversaires impitoyables, contre la malignité du mauvais sort.

Elle avait dû, aussi, conjurer l'émotion, le trouble profonds que les cris de détresse des Alsaciens et des Lorrains qu'elle allait sacrifier à l'intérêt général du pays, avaient fait naître jusqu'au fond des plus petits hameaux.

Il est bien de reconnaître, si l'on se place au point de vue purement patriotique, que l'Assemblée de 1871 montra une grande douleur, porta dignement son deuil, lorsqu'il lui fallut abandonner à l'Allemagne, l'Alsace et la Lorraine, et ceux qui la maudirent, alors, en l'accusant de couardise ou de complaisance, assagis aujourd'hui, peuvent regretter, sans fausse honte, de n'avoir pas compris la situation inextricable dans laquelle elle se trouvait.

L'Assemblée décréta la paix, en 1871, malgré les protestations des exaltés, parce que le peuple voulait la paix, je l'ai dit déjà, et il lui aurait été impossible de continuer utilement la guerre si, dans un sentiment de patriotisme exagéré, elle eût repoussé les conditions malheureuses que lui imposait l'Allemagne victorieuse.

Les temps héroïques ne sont plus où des paroles seules suffisaient à assurer des triomphes. Or, en Janvier 1871, Gambetta, rappelant par son attitude les hommes de la Révolution, jetait dans le peuple, dans les rangs misérables des soldats improvisés qui luttaient désespérément, des discours enflammés. Mais ces discours étaient à peine entendus. On mourait de faim, de froid et de vermine, à l'armée de la Loire, à l'armée de l'Est, à l'armée du Nord — la moins épuisée de toutes, cependant — on manquait de fusils ainsi que de munitions, et lorsque le général Faidherbe, d'abord vainqueur à Bapaume, subit l'échec de Saint-Quentin, il devint évident que prolonger plus longtemps la campagne, était mettre en péril les organes vitaux du pays.

L'Assemblée Nationale eut la conscience de cet état de choses lorsqu'elle se réunit à Bordeaux, et il faut avoir le courage d'approuver les résolutions qu'elle prit alors, pour permettre à la France de se ressaisir, au risque de déplaire à des détracteurs systématiques.

L'empereur Napoléon III, prisonnier des Allemands, dans une injuste appréciation des événements malheureux qui avaient désorganisé la France, supportait, en ce temps, toute la responsabilité effroyable de la guerre, des maux et des humiliations qu'elle avait entraînés.

L'Assemblée, mue autant par un sentiment d'indignation spontanée, que par le désir de se faire pardonner la paix qu'elle venait d'acheter, vota, en date du 1er mars, la déchéance de l'Empereur ainsi que celle de sa dynastie, en rejetant sur le souverain détrôné qu'une réhabilitation tardive attendait, toute la charge morale des souffrances publiques.

L'Assemblée ne pouvait savoir, en cette époque, que la guerre s'était faite, avait été préparée en dehors et à l'insu de l'Empereur, et il était logique qu'elle le poursuivît de sa haine, qu'elle entretînt, dans toutes les âmes, la crainte de la dynastie napoléonienne.

Cette crainte était puérile, en vérité, et la France et l'Assemblée allaient avoir à compter avec de plus graves préoccupations.

Tout à coup, le Dix-Huit Mars 1871, un mouvement insurrectionnel se produisait dans Paris où la Commune était proclamée, et le gouvernement de M. Thiers, qui avait les pleins pouvoirs de l'Assemblée, était obligé de quitter précipitamment la capitale et de se réfugier à Versailles, où les députés eux-mêmes, abandonnant Bordeaux, ne tardaient pas à s'installer.

Dans un livre sur la Commune, « le *Journal d'un Vaincu*, » publié chez Victor-Havard en 1892, j'ai tenté de retracer, dans ses grandes lignes, le mouvement insurrectionnel de 1871, ou plutôt la physionomie qu'eut Versailles à cette époque. Il me paraît utile de reproduire, ici, quelques-unes de ces pages.

« Je n'ai pas à discuter, disais-je, la légitimité ou l'illégalité du mouvement communaliste. Mais, pour qui a l'habitude d'analyser les événements, de consulter les documents, d'entendre, surtout, les acteurs des années défuntes, il n'est point aventureux de croire que ce mouvement eût pu aboutir, sinon à un grand acte de pacification, au moins à toute autre conclusion qu'à l'effroyable effusion de sang qui le termina.

« M. Thiers eût pu, au Dix-Huit Mars, arrêter, atténuer l'effervescence parisienne. Mais Paris non révolté, c'était pour lui l'abdication presque certaine, la chute, l'indifférence, peut-être l'oubli. M. Thiers aimait le pouvoir; il voulut régner, et sur